

pays, les partis communistes ont en effet pris ce chemin. Dans des cas particuliers, le réformisme ne laisse en effet pas d'autre issue. Dans d'autres cas, les communistes commettent une erreur manifeste, en tombant dans la provocation des réformistes. Mais, jusqu'à présent, les communistes n'ont jamais et nulle part motivé la scission des syndicats par l'inadmissibilité principielle de travailler avec les réformistes dans les organisations de masses prolétariennes.

Sans nous arrêter à l'organisation coopérative, dont l'expérience n'ajoutera rien d'essentiel à ce qui est dit ci-dessus, nous prendrons comme exemple les soviets... Cette organisation surgit dans une période historique des plus révolutionnaires, lorsque tous les problèmes se posent sur le tranchant du couteau. Peut-on pourtant se représenter, ne fût-ce que pour un instant, la création de soviets social-démocrates ? Cela signifierait tuer l'idée même des soviets. Au début de 1917, les bolcheviks sont restés dans les soviets en tant que minorité insignifiante. Pendant des mois — et dans une période où les mois comptaient pour des années, sinon pour des décades —, ils ont toléré que dans les comités d'usine, ils représentaient une certaine partie de la classe ouvrière. Ce ne fut que lorsque les mencheviks se furent définitivement compromis et isolés en se transformant en une clique que les soviets les jetèrent hors de leur sein.

En Espagne où, dans un avenir proche, le mot d'ordre des soviets pourrait déjà être mis pratiquement à l'ordre du jour, la création même des soviets (juntas), à la condition d'une initiative énergique et hardie des communistes — n'est pas à concevoir autrement que par la voie d'un accord organisationnel technique avec les syndicats et les socialistes sur le mode et le délai d'élection des députés ouvriers. Mettre en avant, dans ces conditions, l'idée de l'inadmissibilité du travail avec les réformistes dans les organisations de masses aurait été une des formes les plus désastreuses du sectarisme.

Comment donc concilier une telle attitude de notre part envers les organisations prolétariennes dirigées par les réformistes, avec notre appréciation du réformisme, comme l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste. Cette contradiction n'est pas formelle, mais dialectique, c'est-à-dire découlant de la marche même de la lutte des classes. Une partie considérable de la classe ouvrière (sa majorité dans une série de pays) rejette notre appréciation du réformisme ; dans d'autres pays, elle n'a même pas encore abordé cette question. Tout le problème consiste précisément à amener ces masses à des conclusions révolutionnaires sur la base de notre expérience commune avec elles. Nous disons aux ouvriers non communistes et anti-communistes : « Vous croyez encore aujourd'hui aux chefs réformistes que nous considérons comme des traîtres. Nous ne pouvons ni ne voulons vous imposer par force nos points de vue. Nous voulons vous convaincre. Essayons donc de lutter ensemble et d'examiner les méthodes et les résultats de ces luttes. » Cela signifie : pleine liberté des groupe-